



GEF/A.3/Inf.4
3 août 2006

Troisième Assemblée du FEM
Le Cap (Afrique du Sud)
29-30 août 2006

NOTE DE SYNTHÈSE POUR LA TABLE RONDE DE HAUT NIVEAU
SUR LA DÉFINITION DES PRIORITÉS NATIONALES
ET L'AFFECTATION DE RESSOURCES
À L'APPUI DE L'IMPACT DES PROJETS AU NIVEAU DES PAYS

I. INTRODUCTION

1. Le FEM a été créé en 1994 pour contribuer au financement des activités nationales ayant des effets positifs sur l'environnement mondial. Un constat tendait en effet à s'imposer : les activités menées dans les pays pris individuellement contribuent collectivement à la dégradation de l'environnement de la planète, mettant sa stabilité en péril.
2. Le programme Action 21 adopté au Sommet de la Terre en 1992, les conventions internationales sur l'environnement et le plan d'action du Sommet mondial sur le développement durable reconnaissent tous que le développement durable et la bonne santé de l'environnement de notre planète ne peuvent être l'apanage d'aucun pays agissant seul. La protection de l'environnement mondial ne peut être que le fruit de l'action concertée d'États rassemblés dans un partenariat mondial.
3. Des activités concrètes aux résultats solides sont la clé de l'amélioration de l'état environnemental du globe. Les pays bénéficiaires ont un rôle central à jouer dans la lutte contre les problèmes environnementaux à caractère mondial et, pour avoir les meilleures chances de succès, ce combat doit s'inscrire dans un partenariat mondial, à l'image de l'aide fournie à travers le FEM. Pour qu'un tel partenariat soit fructueux, il faut avant tout reconnaître que les projets et programmes obtenant les meilleurs résultats sont ancrés à des stratégies mondiales et des priorités nationales concordantes. Les projets entrepris à l'initiative des pays et basés sur des priorités nationales visant à promouvoir un développement durable tout en favorisant l'amélioration de l'état environnemental de la planète sont ceux qui ont le plus de chances d'obtenir des résultats solides et durables.
4. Les pays bénéficiaires doivent promouvoir la mise en place d'un environnement porteur dans le cadre duquel leurs politiques, institutions et mécanismes contribuent efficacement à la préparation et à l'exécution des projets du FEM. Pour définir des politiques nationales qui intègrent pleinement la dimension environnementale à la dynamique de développement, les gouvernants des pays bénéficiaires doivent avoir accès aux outils et à l'information nécessaires. Si l'on veut que les décideurs, à tous les niveaux, soient à même de s'assurer que les projets financés par le FEM obtiennent des résultats concrets et efficaces, les capacités, les connaissances et l'information sont des facteurs incontournables.
5. Les participants à cette table ronde sont invités à débattre des éléments de base et des outils susceptibles d'aider les pays à tirer le meilleur parti des activités du FEM au plan national et mondial. Les travaux pourraient aussi être l'occasion d'examiner l'incidence du nouveau Dispositif d'allocation des ressources (DAR)¹ sur la capacité des pays à définir leurs priorités et à obtenir des résultats. Les participants sont encouragés à proposer des idées nouvelles pour renforcer l'impact des projets au niveau national et à fournir des orientations stratégiques au FEM sur la façon de travailler avec les pays bénéficiaires pour contribuer à la bonne santé de l'environnement mondial.

¹En septembre 2005, le Conseil du FEM a adopté le Dispositif d'allocation des ressources, un nouveau mécanisme d'affectation des ressources aux pays bénéficiaires, qui vise à accroître l'impact des financements du FEM sur l'environnement mondial. Le Dispositif ne s'appliquera initialement qu'aux domaines d'intervention « diversité biologique » et « changements climatiques ».

Rôle des pays dans la programmation des ressources du FEM

6. Pour se traduire par les meilleurs résultats possibles, les projets du FEM doivent se dérouler dans un cadre propice, c'est-à-dire bâti autour de politiques et d'institutions qui contribuent à la réalisation des objectifs de développement durable et de bonne gestion de l'environnement. En l'absence d'un tel cadre, et des lignes d'action qui l'accompagnent, les projets ne peuvent avoir d'effets durables. Les bailleurs de fonds comme les bénéficiaires des projets mettent aujourd'hui davantage l'accent sur une utilisation plus efficace de l'aide du FEM ce qui, par voie de conséquence, suppose l'existence de politiques et d'institutions efficaces.

7. Une bonne programmation des ressources du FEM suppose une vision stratégique et une volonté politique au niveau national. Cette programmation est pour les pays l'occasion de répondre de façon globale à la problématique de la gestion des ressources naturelles et de veiller à ce que les financements du FEM s'inscrivent dans le cadre plus large de leurs stratégies et programmes de développement. Des stratégies et des plans plurisectoriels auront par exemple pour effet de renforcer les synergies entre les domaines d'intervention et aideront à prendre systématiquement en compte la dimension environnementale dans les autres secteurs. En inscrivant l'aide du FEM dans le cadre plus large des autres actions de promotion d'un développement durable, les pays pourront optimiser l'impact des projets. Ils doivent donc utiliser les ressources du FEM de façon stratégique et veiller à ce qu'elles se rattachent à l'effort de développement en cours et à venir.

8. Les points focaux du FEM aident beaucoup à faire en sorte que cette concordance stratégique existe au niveau national en favorisant et en encourageant la consultation de multiples acteurs. Les points focaux politiques sont chargés des questions et des politiques ayant trait à la gouvernance du FEM ; les points focaux techniques sont responsables de la définition et de l'exécution des projets, et de la coordination des interventions au niveau national. Les points focaux doivent avoir un poids suffisant pour faire en sorte que les différents ministères, les points focaux pour les conventions, les ONG, le secteur privé et les autres intéressés soient activement associés au dialogue à engager et qu'ils se reconnaissent dans les priorités nationales et les projets financés par le FEM.

9. Dans de nombreux pays, le manque de mécanismes de coordination restreint l'aptitude des points focaux à animer le travail de hiérarchisation des priorités au niveau national. Il existe aujourd'hui plusieurs outils et programmes qui permettent aux pays de concevoir, de développer et d'exécuter des projets qui se traduiront par des résultats concrets sur le terrain. De ce point de vue, le Programme d'aide aux points focaux du FEM et l'Initiative pour l'organisation d'ateliers de dialogue national disposent des ressources nécessaires à la tenue de réunions multipartites et à la mise en place de mécanismes de coordination permettant la consultation régulière des principales administrations nationales compétentes. Le Programme d'aide est également doté des moyens voulus pour renforcer la communication et l'interaction entre les points focaux grâce à des réunions périodiques des groupes de pays. Sa composante « gestion des savoirs » facilitera aussi les échanges d'informations, les actions de formation et le partage des méthodes ayant fait leurs preuves.

10. Associer les bailleurs d'aide bilatérale au travail de planification dans les pays où ils ont des programmes importants peut accélérer la prise en compte systématique de l'environnement dans les plans de développement durable. Les bailleurs de fonds sont tenus de veiller à ce que les activités faisant l'objet d'un financement bilatéral coïncident avec les stratégies nationales de réduction de la pauvreté. Il faut aussi que les financements du FEM cadrent avec ces stratégies ainsi qu'avec les autres plans et stratégies de promotion d'un développement durable. L'harmonisation de l'aide bilatérale et multilatérale aidera les partenaires nationaux à appliquer plus efficacement les stratégies de lutte contre la pauvreté et de promotion du développement. Les pays bénéficiaires sont les mieux placés pour veiller à la cohérence des stratégies des bailleurs d'aide bilatérale et multilatérale sur leur territoire, et leur engagement sur ce plan a plus de chances de se traduire par des résultats significatifs que les efforts résultant simplement de la coordination entre les bailleurs de fonds.

Les programmes de protection de l'environnement mondial semblent échapper au travail de coordination au niveau national : ils sont accusés de toucher un public restreint et de créer des mécanismes parallèles pour l'exécution des activités. En levant les obstacles à l'intégration des projets financés par le FEM dans les programmes nationaux, plus particulièrement par la création d'un cadre d'intervention porteur, on aidera beaucoup à pérenniser les résultats obtenus.

Renforcement de la capacité à faire face aux problèmes environnementaux de dimension mondiale

11. Le cadre d'intervention et la capacité des institutions au niveau sectoriel influent directement sur le succès des projets et programmes du FEM. La réglementation et les politiques publiques, la capacité des institutions à appliquer et faire respecter ces politiques, et la participation et l'information du public jouent beaucoup sur les motivations et le comportement des différents acteurs concernés.

12. Dans les pays, la programmation des ressources passera par un renforcement des capacités, la création de partenariats et l'adoption de stratégies et priorités nationales claires. Donnant suite à des décisions fondamentales sur la nécessité de renforcer les capacités, prises par les pays parties aux Conventions sur la diversité biologique, les changements climatiques, la lutte contre la désertification et les POP, le Conseil du FEM a approuvé la *Stratégie de renforcement des capacités*². Le troisième bilan global du FEM fait également ressortir l'impérieuse nécessité d'un renforcement des capacités. Plus récemment, les organismes bailleurs de fonds et les pays bénéficiaires ont développé le même concept dans la *Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide* (2005)³.

13. Le renforcement des capacités ne saurait se limiter à l'assistance technique ou à la formation de personnel pour appliquer une technologie ou une méthodologie donnée, des aspects déjà couverts par de nombreux projets du FEM. C'est en fait l'aide nécessaire pour structurer les institutions clés et les équiper des systèmes voulus pour élaborer et exécuter les mesures prioritaires qui font souvent défaut. On s'accorde largement à dire aujourd'hui que les

² GEF/C.22/8, Strategic Approach to Capacity Development (Novembre 2003).

³ Voir la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (mars 2005)

transformations structurelles, même prescrites, risquent de ne pas aboutir si le « cadre institutionnel » plus large n'est pas porteur.

14. L'Autoévaluation nationale des capacités à renforcer (ANCR) vise à aider les pays à définir les capacités qu'ils doivent développer pour s'attaquer à des problèmes environnementaux de dimension mondiale. Actuellement, 150 pays évaluent leurs propres besoins. Les ANCR sont des outils souples mais puissants que les pays utilisent pour définir leurs priorités nationales et déterminer la meilleure manière d'affecter les ressources pour appliquer les grandes conventions sur l'environnement de façon coordonnée, durable et efficace par rapport aux coûts. Ces évaluations obligent les pays à consulter une vaste gamme d'acteurs — décideurs, chercheurs, ONG, secteur privé et notables locaux — et à apporter des réponses stratégiques. (L'annexe 1 donne des exemples des capacités transectorielles de renforcement des activités définies dans le cadre des ANCR).

15. Les pays qui ont terminé leur ANCR sont les premiers à bénéficier d'une aide au renforcement des capacités à trois niveaux : 1) national (pour renforcer les compétences nationales dans des domaines tels que l'économie de l'environnement, la gestion des écosystèmes et la gestion des risques), 2) institutionnel (pour intégrer la gestion de l'environnement au travail des ministères et institutions techniques) et 3) systémique (pour répondre à la nécessité de mieux intégrer les systèmes de gestion de l'environnement au niveau des cadres politique, juridique et institutionnel. Pour cela, il faudra renforcer les mécanismes de concertation, rechercher les consensus nécessaires et prendre en compte la dimension environnementale dans les politiques sectorielles et les plans de développement).

16. Il ressort des premières ANCR que les besoins suivants sont prioritaires : a) aide à la mise en place de mécanismes de gestion concertée et de coordination des principaux acteurs, dont les administrations nationales et locales, le secteur privé, le public et les populations locales ; b) système d'information, recherche, accès et application, cadre de politiques publiques, dispositif de planification et législation ; c) mécanismes financiers, ressources humaines et technologies de gestion de l'environnement, et d) système de suivi, d'évaluation et de transfert des connaissances.

17. Une société civile bien développée, active et associée à l'action des pouvoirs publics est un rouage essentiel des mécanismes incitant à l'éthique de responsabilité. Il faut contribuer plus largement à l'effort d'amélioration de la capacité de la société civile à participer à la gestion de l'environnement mondial au niveau national.

Enseignements tirés des actions menées et système de gestion des connaissances

18. Malgré l'existence d'une masse de connaissances, sans cesse renouvelée, sur les problèmes environnementaux à caractère mondial, l'absence de certitude est inhérente au contexte dans lequel le FEM opère. Ainsi que l'énonce le Principe 15 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, « l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir la dégradation de l'environnement ».

19. La Stratégie opérationnelle du FEM indique que la constitution d'un portefeuille diversifié de projets est un moyen de réduire les risques résultant de l'absence de certitude. La coopération en vue de développer et d'améliorer les données sur l'environnement pour prendre des décisions et agir, et la prise en compte de l'importance toute particulière du travail de suivi et d'évaluation au niveau des programmes sont d'autres moyens de réduire ce risque.

20. Un portefeuille diversifié doit :

- a) Comporter toute une série de modes d'intervention pour prendre en compte le besoin permanent d'innovation, d'expérimentation, de démonstration et de transposition.
- b) Financer des programmes et des projets qui s'attaquent aux causes sous-jacentes de la dégradation de l'environnement, telles que les déficiences de la politique économique, les carences au plan juridique et social, les faiblesses institutionnelles et le manque d'accès à l'information.
- c) Financer des actions qui sont efficaces par rapport à leurs coûts et qui suscitent des mesures complémentaires ou ont un effet démultiplicateur.
- d) Faire intervenir toute une série d'acteurs dans l'exécution des projets (secteur public, organisations non gouvernementales, secteur privé), et
- e) Financer des programmes qui renforcent la capacité scientifique et technique des pays bénéficiaires à réduire les menaces qui pèsent sur l'environnement de la planète.

21. Créé pour devenir une source de savoir, le FEM se doit d'avoir un portefeuille diversifié pouvant servir de modèle à des approches innovantes de gestion de l'environnement mondial. Il nous faut davantage tirer les enseignements de chaque projet du FEM pour voir ce qui marche et ce qui ne marche pas, et utiliser cet acquis pour accroître l'impact de l'aide du FEM.

22. L'existence d'un bon système de gestion des savoirs est indispensable pour donner aux pays et aux administrations publiques les moyens de décider efficacement des politiques et des programmes à appliquer. Une bonne gestion des acquis peut aider les parties prenantes à l'action du FEM à tirer les enseignements de leurs propres expériences et de celles des autres, et à apprendre davantage. L'acquisition, l'archivage et le transfert des connaissances résultant de la préparation et de l'exécution d'activités de protection de l'environnement mondial profitent à tous les acteurs.

23. Collectivement, les pays membres du FEM sont à la tête d'un large patrimoine de connaissances. Chacun gagnerait à être informé des activités et des expériences de l'autre. Le FEM a financé plus de 1 800 projets dans 140 pays. Idéalement, il faudrait pouvoir partager systématiquement les acquis tant à l'intérieur des pays que d'un pays à l'autre, ce qui pourrait améliorer la qualité des futures interventions du FEM. Dans la pratique, ce rôle est rarement dévolu à un seul organe dans un pays. Les points focaux des opérations du FEM, de concert avec

les directeurs de projets dans les pays, doivent activement partager les enseignements tirés des actions menées. Les pays doivent prendre les dispositions qui leur permettront de tirer pleinement parti de l'acquis du FEM lors de la préparation et de l'exécution des activités à venir. Les projets du FEM étant censés innover et expérimenter, ils seront d'autant plus fructueux que leur acquis sera transposé ailleurs.

24. Les éléments d'information et les enseignements tirés des activités en cours et des projets achevés, complétés des dernières données scientifiques et techniques sur l'environnement mondial et des savoirs locaux et autochtones, aideront à prendre des décisions éclairées au niveau national.

25. Le recensement systématique des enseignements tirés des projets peut être source de synergies entre la collecte d'informations dans le cadre du suivi des activités et la gestion des connaissances. Le suivi annuel des projets du FEM débouchera sur un système de gestion axée sur les résultats s'organisant autour d'indicateurs généraux pour chaque domaine d'intervention et d'indicateurs propres à chaque projet. Le Secrétariat du FEM est en train d'élargir son système intégré de gestion des projets⁴ pour y ajouter des informations sur les enseignements tirés des activités réalisées, améliorant ainsi sensiblement l'accès des pays à l'information relative aux projets.

26. Les pays doivent avoir un meilleur accès aux méthodes « de référence » dans le réseau du FEM pour étayer la préparation et l'approbation des nouveaux projets. Les acquis et les méthodes de référence mis en évidence par le Bureau de l'évaluation dans le cadre de son travail d'évaluation des projets peuvent être utilisés pendant le processus de préparation des nouvelles activités. Les entités d'exécution du FEM peuvent aussi aider à définir et à faire connaître les méthodes faisant autorité. On a constaté qu'il était difficile de trouver des projets « parfaits », mais que beaucoup comportaient des aspects positifs précis. Les Agents et Organismes d'exécution du FEM ont tiré de nombreux enseignements de la préparation et de l'exécution des projets, et leur acquis est important, notamment au plan de la gestion des connaissances. Ce sont là des éléments précieux pour de nombreux pays, et il est important de trouver les moyens d'exploiter et de partager ce patrimoine.

Dispositif d'allocation des ressources

27. En septembre 2005, le Conseil du FEM a adopté le Dispositif d'allocation des ressources (DAR), un nouveau mécanisme d'affectation des ressources aux pays bénéficiaires. Le DAR vise à allouer des ressources aux pays en fonction de leur capacité potentielle à contribuer à une amélioration de l'état environnemental de la planète et de leur aptitude à exécuter efficacement les programmes et projets du FEM au moyen des politiques et méthodes qu'ils appliquent. Il ne s'appliquera initialement qu'aux projets dans les domaines d'intervention « diversité biologique » et « changements climatiques ».

⁴ Le nouveau système intégré de gestion et de suivi des projets (SIGP) est une base de données sur les projets du FEM à laquelle les pays auront accès au milieu de l'année 2007. Il permettra aux utilisateurs de rechercher des informations sur les projets et d'en suivre l'instruction.

28. Les Recommandations pratiques formulées lors de la troisième reconstitution des ressources du FEM demandaient au Secrétariat d'établir un mécanisme qui permette de répartir au mieux les ressources limitées du FEM entre les domaines d'intervention et à l'intérieur de ceux-ci afin que les financements alloués aient le plus grand impact possible sur l'amélioration de l'environnement mondial et favorisent l'adoption de politiques et méthodes environnementales rationnelles à l'échelle mondiale. En outre, ces recommandations précisaient que le mécanisme retenu devait permettre d'affecter des ressources aux pays et aux priorités arrêtées en matière d'environnement mondial, selon des critères de performance. Le Conseil a approuvé les Recommandations pratiques à sa réunion d'octobre 2002. À l'issue de longs débats pendant FEM-3, il a adopté le DAR lors d'une réunion extraordinaire en septembre 2005.

29. Le DAR rend mieux prévisibles les financements auxquels les pays pourront avoir accès, fournit un cadre de programmation des ressources sur la base des priorités nationales et favorise la transparence dans la mesure où il rend publique une méthode bien définie d'allocation des fonds aux pays.

30. Les ressources allouées dans le cadre du DAR correspondent aux financements auxquels un pays peut avoir accès. Elles ne leur sont pas acquises. Les pays travailleront avec les entités d'exécution du FEM pour préparer des projets de qualité qui devront correspondre aux objectifs stratégiques du FEM définis dans les stratégies des domaines d'intervention et qui seront soumis au cycle normal d'approbation des projets du FEM.

31. Le FEM reconnaît que les pays bénéficiaires doivent avoir une bonne connaissance de ses stratégies et procédures, de son portefeuille et des activités de protection de l'environnement et de promotion du développement sur leur territoire pour appliquer efficacement le RAF et veiller à la cohérence des stratégies mondiales de l'institution et des priorités nationales. Le FEM a récemment organisé une série de réunions de consultation sous-régionales⁵ pour tous les pays bénéficiaires. Il s'agissait de donner des informations sur le DAR et de prendre l'avis des pays participants.

32. De nombreux participants ont dit être sceptiques sur la possibilité d'optimiser l'utilisation des ressources du FEM dans leur pays. Ils craignent que l'application du nouveau dispositif brise la dynamique de l'application des Conventions de Rio et se sont dits inquiets de l'augmentation sensible des responsabilités des points focaux du FEM.

33. Certains participants ont fait observer que les données, les analyses et la formule retenues pour calculer le montant des allocations prévues à un pays sont fort complexes et que la source des données et des informations utilisées pour les calculs pourrait jouer en la défaveur des pays aux capacités limitées. Nombre de pays insulaires en développement considèrent que l'indice du DAR pour la diversité biologique ne rend pas dûment compte de la richesse de la biodiversité marine qui les caractérise. Ce sentiment, notamment, a conduit la Conférence des parties à la

⁵ Huit réunions sous-régionales ont été organisées à Dakar (Sénégal) pour l'Afrique occidentale et centrale, à Pretoria (Afrique du Sud) pour l'Afrique orientale et australe, à Kuala Lumpur (Malaisie) pour l'Asie de l'Est et du Sud-Est, à Alexandrie (Égypte) pour l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-Est, à Bratislava (Slovaquie) pour l'Europe orientale, à Panama pour l'Amérique latine, à Bridgetown (Barbade) pour les Caraïbes et à Nadi (Fidji) pour les pays océaniques.

Convention sur la diversité biologique à demander un réexamen de l'indice utilisé par le DAR pour la biodiversité. Cette étude sera communiquée au FEM une fois que la Conférence l'aura examinée à sa prochaine réunion.

34. Dans le même ordre d'idées, les pays sont désireux de savoir comment ils peuvent améliorer leur performance et faire augmenter le montant de leur allocation afin de passer du régime d'allocation collective au régime individuel. Les pays attributaires d'une allocation limitée craignent que les Agents d'exécution cessent de vouloir travailler avec eux en raison de coûts de transaction trop élevés.

35. En dehors des pays, les ONG et les membres de la société civile s'inquiètent du fait que le DAR aura pour effet de limiter leur accès aux ressources du FEM, les Agents d'exécution étant censés accorder la priorité aux administrations publiques.

36. Pendant l'application du DAR, la gageure sera de faire en sorte que les pays considèrent qu'ils ont désormais les moyens de tirer parti des avantages de ce dispositif en préparant et en exécutant des projets de protection de l'environnement mondial de façon plus stratégique et mieux intégrée, afin d'optimiser l'utilisation des ressources du FEM. En améliorant la transparence et la prévisibilité des financements auxquels les pays peuvent avoir accès, le DAR leur donne la possibilité de programmer les ressources du FEM dans le cadre plus large de leurs plans de développement durable afin d'obtenir des résultats concrets au niveau national.

II. QUESTIONS DESTINEES AUX PARTICIPANTS A LA TABLE RONDE

1. Quels mécanismes et instruments faut-il utiliser pour faire correspondre les projets de dimension mondiale aux priorités à l'échelon national (communications nationales au titre des Conventions, grands forums nationaux de coordination, points focaux nationaux du FEM, par exemple) ? Comment et avec quels résultats les directions des Finances et du Plan ont-elles été associées à la gestion de l'environnement mondial ?
2. Quelles mesures pratiques et concrètes les ministres et les hauts fonctionnaires peuvent-ils prendre pour donner à leurs administrations les moyens d'intégrer pleinement l'amélioration de l'état environnemental de la planète aux plans de développement ?
3. Comment encourage-t-on la participation des principaux acteurs concernés — secteur privé et ONG, notamment — à l'échelon national ? Comment a-t-il été tenu compte du rôle de ces acteurs pour programmer les ressources dans le cadre du DAR ?
4. Dans quelle mesure est-il utile de renforcer la capacité à s'attaquer aux problèmes environnementaux à caractère mondial dans des administrations autres que celle chargée de l'environnement ? Quels outils permettent le mieux de rendre compte des décisions qui touchent à l'environnement mondial et de suivre la capacité des administrations publiques à s'attaquer aux problèmes environnementaux de dimension mondiale (communications nationales au titre des Conventions, taille et complexité du portefeuille du FEM, contributions aux travaux dans le cadre des Conventions et du Conseil du FEM, état de l'environnement, Autoévaluations nationales des capacités à renforcer, par exemple) ?
5. Quels sont les systèmes actuels de partage des connaissances et comment peut-on améliorer l'accès à ces systèmes pour mieux faire connaître les acquis des projets du FEM ?
6. À quelles difficultés pratiques les pays se heurtent-ils pour créer des partenariats à l'échelle nationale et définir des stratégies et des priorités pour les financements du FEM ?
7. En quoi le Dispositif d'allocation des ressources (DAR) peut-il de stimuler l'adoption d'une démarche plus coordonnée pour définir les priorités nationales et renforcer la capacité des points focaux du FEM à programmer les ressources auxquelles les pays ont accès ?

ANNEXE 1

Exemples de projets de renforcement des capacités

Certains des projets de moyenne envergure, comme au Nicaragua, visent à renforcer la capacité des mécanismes d'application et de contrôle des organes chargés de la mise en œuvre des instruments multilatéraux sur l'environnement (IME). Dans ce pays, un projet de 500 000 USD permettra de passer en revue la législation environnementale, de faire ressortir les lacunes et de rédiger des textes complétant ou remplaçant les lois existantes. Le pays organisera ensuite des cours destinés aux collectivités locales et aux municipalités pour leur permettre de se doter des normes et réglementations environnementales correspondantes.

La Jordanie cherche à renforcer sa capacité à préciser les mécanismes nationaux en rapport avec les IME en aménageant de façon plus rationnelle le mandat des ministères techniques et en rendant les instituts de recherche mieux à même de mettre au point les outils applicables dans des domaines tels que la gestion des ressources naturelles, l'évaluation économique, les évaluations de la vulnérabilité, les négociations internationales et la communication publique. Le déroulement de ce projet coïncide avec un programme de réforme des institutions financé par un don de l'UE.

Les Philippines mettent l'accent sur la coordination nationale en créant un comité technique national de coordination pour les IME, dont l'existence est prescrite la loi. Le projet prévoit l'élaboration d'un plan de travail visant à faire participer les collectivités locales à la conception d'un système d'incitations et à les aider en mettant à leur disposition différents outils (cadre commun pour la collecte des données et l'établissement des rapports, services de conseil pour le zonage, suivi, indicateurs et législation).

Le Ghana cherche aussi à améliorer la coordination nationale en mettant en place un organe national de coordination des Conventions, qui aura compétence pour réviser les mandats des différentes institutions. Cet organe, également créé par la loi, sera chargé de s'acquitter de fonctions générales telles que les communications au titre des Conventions, la gestion des savoirs, le renforcement des approches participatives et la mobilisation des investissements ayant des effets positifs sur l'environnement mondial.

La Roumanie cherche à renforcer sa capacité à faire systématiquement prendre en compte l'application des conventions internationales sur l'environnement dans les plans des administrations locales et nationales. À cette fin, il est prévu de : préparer et modifier les lois applicables ; définir le rôle des différents services, comités et départements ; proposer des incitations fiscales ; et fournir les outils nécessaires à l'exécution des activités, dont la formation des représentants des administrations locales.